

UN NOUVEAU PUBLIC SCOLAIRE (suite)

Rien n'est plus comme avant, c'est vrai ! Il y a dix ans, on se préoccupait de faciliter l'insertion des 6^e dans le collège ; aujourd'hui nous en sommes quelquefois, quinze jours après la rentrée, à imaginer comment freiner leur ardeur batailleuse et désordonnée... C'est vrai, comme l'écrit Janou Lèmery, les élèves ont changé ou plus exactement c'est leur vision de l'école, du collège qui s'est transformée, modifiant de fond en comble les comportements... Leur vision de l'école et aussi, leur vision des enseignants, la manière dont ils les perçoivent et les relations qu'ils envisagent de tisser avec eux.

Bien sûr, lorsqu'il s'agit d'analyser les causes de ce phénomène, la télévision est, en priorité, mise au banc des accusés. Je n'en mésestime pas les effets néfastes et le poids qu'elle pèse dans le rejet du système scolaire. Mais, voyant les choses à la fois de l'intérieur et de l'extérieur puisque non-enseignant mais vivant en permanence au sein du système, je m'interroge aussi sur la responsabilité collective des enseignants. Pour prendre un exemple, je pense que la télé a perverti la notion d'œuvre cinématographique au travers d'une programmation souvent incohérente et débile (profusion des policiers, des westerns, etc.) et qu'il urge que le collège serve de contre-pouvoir. La mise en place, dans le temps de présence des élèves, d'un ciné-club peut notamment y conduire. L'expérience a été tentée ici et là (Chamalières, La Suze, etc.) non sans succès semble-t-il. Mais suffit-il de créer un ciné-club, d'y projeter des œuvres denses permettant une analyse du réel et l'appropriation d'une culture en prise sur notre monde pour que ces temps forts (je me souviens de discussions riches et interminables après la projection de *Dupont Lajoie* ou *Avoir vingt ans dans les Aurès*, en 3^e) soient prolongés en classe, que la réflexion, née du choc des images, soit nourrie, vivifiée, par des lectures, des débats, des recherches, etc. Ce n'est pas évident ! Un prof a son programme, l'autre ne connaît pas le film, un troisième a ses habitudes, un autre encore trouve plus simple et plus facile de proposer des exercices pris dans le manuel X, plutôt que de passer deux ou trois heures à rechercher une documentation, à préparer des fiches, à ouvrir des pistes de travail... Certes, il s'en trouve bien un ou deux pour sauter sur les tremplins ainsi offerts mais, le plus souvent, ils sont irréductiblement et irrémédiablement marginalisés par les autres, ceux qui pensent que «ça n'est pas sérieux», qu'on «a autre chose à faire», qu'on «va se disperser»... Et peu à peu, le bel outil se transforme en un simple instrument



de consommation culturelle, sans lien avec le vécu scolaire, voire le vécu humain, jusqu'au moment où, l'indifférence des uns qui ne l'envisagent que comme «un temps de loisir» et l'écoeurement des autres aidant (on ne rame pas indéfiniment à contre-courant), il n'y aura plus qu'à le laisser mourir !

Et on continuera d'un côté à manifester (dans le meilleur des cas), à crier «pour que ça change»... et de l'autre à pérenniser des formes de travail, des techniques d'analyse qui conduisent à cimenter l'immobilisme ! Et les élèves s'ennuient ! Et se sauvent de l'ennui par la dispersion, l'inattention, le chahut ! Et comment ne s'ennuieraient-ils pas... Quel poids peuvent avoir certains cours magistraux d'histoire-géographie face aux séances de «Connaissance du Monde» ? A l'heure où la France est secouée par l'attentat de la rue Copernic, comment espérer intéresser les premières B aux virtuosités de la poésie de Marot ? Comment leur reprocher leur inattention alors que leur parole est si rarement prise en compte... On parle beaucoup ces temps-ci d'une pédagogie du projet... Je n'en mésestime pas l'intérêt face à une non-pédagogie où l'émiettement du savoir, le manque de rigueur, le manque de confiance dans les élèves et l'incapacité de définir les objectifs tiennent lieu de lignes directrices. Mais j'ai toujours envie de poser ces deux questions : Qui détermine les projets ? Quelle est la part d'initiative des élèves dans leur réalisation ?

Trop souvent la parole des adolescents est étouffée, marginalisée... Comment se plaindre ensuite de leur mutisme ? Il faut avoir vécu la panique qui s'empare de bon nombre de collègues parce que le principal laisse s'exprimer les délégués des élèves (en assemblée de délégués, en conseil de classe) et le front commun qui se crée contre cette parole pour mesurer les pas qui restent à faire pour que chacun domine ses peurs !

Et puis, plus fondamentalement, comment se plaindre de la dispersion, de l'inattention, du manque d'enthousiasme des élèves lorsqu'au sein des établissements on voit vivre les adultes. Comment reprocher aux élèves de ne pas s'engager alors que les enseignants sont — en dépit quelquefois des apparences — si désengagés... Les adolescents sont, tous les soirs, de plain-pied dans les drames et les cataclysmes qui secouent la planète...

Au sein de la famille, ils sont de plus en plus contraints de s'«autonomiser» (ils rentrent parfois avant leurs parents, ils préparent leur repas le mercredi, etc.)... Et l'école fonctionne, au niveau des méthodes et des contenus, comme il y a trente ou quarante ans... Les premiers résultats des opérations PACTE (dont on cause peu dans les revues pédagogiques... ça sent la récupération !) démontrent au moins la capacité des jeunes à s'enthousiasmer pour un projet...

Et que les militants de l'Ecole Moderne se situent en marge de ces modes de fonctionnement ne change rien au problème. Au pire (voir l'article de Colette Hourtolle dans *La Brèche* n° 62), ils servent de lieux de parole et de défoulement... Au mieux, ils bâtissent, cahin-caha, difficilement, au jour le jour... en sachant que ce qu'ils construisent risque d'être démoli l'heure d'après...

Des solutions ? Des embryons de solution ? Je n'en ai pas... Mais il me semble qu'un débat sur quelques points pourrait ouvrir des pistes.

Comment reprocher aux élèves leur dispersion, leur inattention alors que, dans la même journée, ils peuvent être sollicités par sept enseignants différents ayant chacun leur tempérament et leurs méthodes de fonctionnement et jaloux de leur indépendance ?

Je rêve d'unités pédagogiques, c'est-à-dire d'une équipe d'enseignants élaborant en début d'année une doctrine de vie en classe qui leur serait commune (exigences vis-à-vis des élèves, harmonisation des méthodes et de l'attitude vis-à-vis des adolescents) et qui n'ignoreraient ni les surveillants, ni l'équipe

administrative, ni les agents. On n'a pas besoin pour ça de se retrouver tous de la même chapelle... L'essentiel reste la convergence au niveau des objectifs et, **plus important**, de l'attitude vis-à-vis des enfants. Comment reprocher aux élèves leur dispersion alors que chacun connaît les exigences des enseignants en matière d'emploi du temps et cautionne, ne serait-ce que par leur silence souvent, cette dictature de l'emploi du temps des adultes sur celui des élèves. Je rêve d'un temps où les «trous» des professeurs ne seraient pas vécus comme des brimades insupportables, où le rythme de vie des enfants serait pris en compte, où des plages de deux heures permettraient un travail approfondi (certains professeurs en ont peur!)... et où on ne travaillerait que six heures par jour (même si cette durée de la journée des élèves implique que les professeurs y perdent une demi-journée de liberté!).

On peut passer une semaine en 1^{re} B sans que qui que ce soit parle de la rue Copernic (j'ai éprouvé un certain malaise à me rendre compte que bon nombre d'enseignants avaient dû attendre l'intervention présidentielle avant de réagir!)... Quel est l'engagement social, culturel, humain de la plupart d'entre nous? De quoi cause-t-on en salle des profs? Je rêve d'enseignants qui sauraient vivre avec leurs élèves leurs coups de cœur et leurs enthousiasmes (ce qui n'exclut pas la rigueur) au lieu de se contenter de déverser au long des années la même mixture... ou presque.

Dur! Je suis dur! Peut-être! A la mesure de l'espoir que j'ai mis et que je continue à mettre dans un enseignement qui serait différent. Mais en voulons-nous? Quel prix sommes-nous prêts à payer pour vivre ce que nous souhaitons, ce dont nous parlons? Nous nous sommes battus sur les effectifs... les classes de 24 n'ont rien changé de fondamental! Aujourd'hui, l'I.C.E.M. se bat contre l'inspection, sans nuances et pas toujours sans intolérance et sans mauvaise foi... ce qui m'inquiète (le manichéisme en usage dès qu'on aborde cette question à l'I.C.E.M. peut conduire aux pires outrances totalitaires et prive déjà l'I.C.E.M. de l'apport de recherches intéressantes). Nous avons tenté d'ouvrir des brèches au niveau de la formation continue en dépit parfois de l'opposition des états-majors syndicaux... En marge du plus grand nombre, mais solidaires de fait de certaines attitudes corporatistes, empêtrés dans nos contradictions, nous avons longtemps rêvé d'équipes pédagogiques. J'ai vécu récemment une tentative pour en créer une... Et j'en ai retiré une certaine philosophie: oui à l'équipe pédagogique si elle est près de chez moi, si je peux y faire ce que je veux, si les copains me laissent la classe que j'aime... Et si ça ne me prend pas trop de temps... Je caricature, oui, peut-être parce que j'ai mal de tous ces discours, de tous ces gens qui se plaignent de leurs conditions de vie

mais refusent de faire les dix ou vingt kilomètres qui leur permettraient de travailler avec des copains, de tous ces projets, de toutes ces ouvertures qui oublient l'essentiel: il faut faire classe tous les jours, il faut gérer un collège, une école tous les jours... Et face à cette pédagogie à ras de terre, les mots ne pèsent pas lourd... J'en ai marre des mots. Si on veut changer l'école, faut y mettre le prix.

Le prix, c'est par exemple ce temps passé à préparer sa classe et à y réfléchir, à écouter les enfants et les adolescents, à être disponible pour eux, à tenter de prendre en charge quelques-unes des carences affectives... à échanger avec d'autres sur sa pratique, à remettre à jour ses connaissances... Ce temps qui m'incite à croire que prétendre en rester à son horaire hebdomadaire (15, 18, 21 ou 27 h) et vouloir en même temps changer l'école, pratiquer une pédagogie ouverte, relève soit du malentendu, soit de l'escroquerie intellectuelle.

Le prix c'est aussi de dire haut et fort qu'enseigner n'est pas seulement un gagne-pain et que l'école n'est pas l'usine (où d'ailleurs ceux qui prétendent le contraire n'ont sûrement pas mis les pieds!). Et tant pis pour les ricanements imbéciles de ceux que le mot vocation fait rire!

Le prix c'est aussi le poids des doutes, de l'angoisse personnelle quand tout n'a pas marché comme on l'avait imaginé.

Ce prix en temps, en engagement, en angoisse et en solitude souvent, reste encore à savoir si on est encore un certain nombre à vouloir encore le payer... Ou si on va se mettre, après bien d'autres, à dissenter sur ce qu'il faudrait faire, ce qu'on pourrait faire si... en évitant soigneusement de se salir les mains!...

Je dis en pesant mes mots qu'il y a un certain type de discours qui, sous prétexte de pureté révolutionnaire et de lutte idéologique, infantilise et démobilise la plupart d'entre nous parce qu'il n'offre aucune perspective au niveau quotidien. C'est le même qui prétend que tout inspecteur, tout administrateur sont hommes à abattre, ignorant par là non seulement le rôle qu'ont pu jouer dans le passé certains d'entre eux dans l'exploration du champ du possible (cf. Gloton et l'école de la rue Vitruve à Paris, Ambitte et l'expérience de Cassis, Quéromain et Bertrand au niveau des collèges de Douvres ou Sainte-Maure-de-Touraine), mais aussi celui que jouent quotidiennement, sur le terrain eux aussi, des gens qui, a priori, n'ont pas de leçon d'engagement et de militantisme à recevoir... et cherchent à mettre en place des structures qui permettront aux uns et aux autres de mieux vivre... Il est vrai qu'ils n'écrivent pas de livres, peu d'articles... mais qu'ils savent le prix qu'il faut payer pour que le système change... et qui le paient souvent.

Claude TALUSSAC

